République Française
Département de l'Yonne

Parti Socialiste S.F.I.O.

Élections Législatives du 23 Novembre 1958
3e Circonscription JOIGNY SENS



Cher Electeur, Chère Electrice,

Beaucoup de ceux qui ont voté "OUI" voulaient "que çà change", qu'on en finisse avec l'instabilité gouvernementale cause d'impuissance et de discrédit. Mais beaucoup de ceux qui ont voté "non" le voulaient aussi. Le 28 Septembre la nation a donc manifesté clairement, et sa volonté de rénover les institutions et sa volonté de changement.

Candidat tout au long de la campagne de Décembre 1955, j'ai dénoncé le vice grave de nos institutions, affirmé la nécessité de les réformer.

Elu, je n'ai pas cessé de réclamer, dans le département comme à l'Assemblée Nationale, cette réforme nécessaire, hors de laquelle il n'était point de salut et que pourtant les divisions de l'Assemblée et la collusion constante des communistes et de la Droite rendaient impossible.

De plus, ayant participé de très près à l'élaboration d'une certaine politique attaquée, un temps, faute d'être comprise, j'avais le devoir de la justifier même si depuis les évènements se chargeaient de le faire.

D'autre part les missions que j'ai remplies dans le Proche-Orient, en Algérie, à l'O.N.U. et le fait d'avoir été l'un des hommes - les communistes me le reprochent assez - qui, après le 13 Mai, s'employèrent au nécessaire rapprochement entre les socialistes, les démocrates et le Général de Gaulle.

Enfin, la fidélité et la loyauté commandaient que je vienne demander au Corps Electoral une approbation pour la politique de mon Parti, une adhésion à ses principes et un encouragement à ses hommes.

Les Elections du 23 Novembre sont des élections politiques. C'est donc sur les problèmes politiques que vous attendez de moi des assurances, des engagements.

Proclamer que le Parti Socialiste est un parti de gauche ne signifierait rien, tant il y a fraude sur l'étiquette, si nous ne pouvions préciser ses titres.

Ce qui qualifie le Parti Socialiste comme un parti de gauche - **comme le parti de la gauche** - c'est parce qu'en fait il est le seul, dans ce pays, à vouloir, avec intransigeance, et tout à la fois :

- **la défense des libertés individuelles et l'autorité de l'Etat;**
- **la défense de la Patrie et de la Paix dans le Monde;**
- **l'indépendance nationale et la construction de l'Europe;**
- **le progrès social dans une économie organisée.**

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Issus de l'impuissance d'un parlement paralysé par les divisions, par la collusion scandaleuse de prétendus nationaux et des hommes de moscou, mais aussi, disons-le, par une absence de civisme trop répandue dans le pays, les évènements du 13 mai ont failli mettre en péril les libertés individuelles.

Aujourd'hui, celles-ci sont sauvées, définies et assurées par la nouvelle Constitution.

Mais les textes ne valent que par l'application qui en est faite.

Il importe donc que les hommes qui ont su se placer au niveau des évènements restent à la pointe du combat pour affirmer que ces libertés ne seront pas prescrites, mais au contraire élargies

INDÉPENDANCE NATIONALE

La France républicaine sait depuis toujours ce qu'elle doit aux travailleurs pour la défense des libertés et de la Patrie. C'est pour lutter contre l'occupant que la classe ouvrière fit la Commune de Paris, que la Paysannerie Française a donné les meilleurs de ses fils en 1914 et qu'elle a tant donné encore à la Résistance de 1940.

Patriotes donc, les Socialistes n'acceptent pas que le sens indépendance nationale dégénère en thème d'agression à l'égard des autres nations. Nous avons été les premiers à vouloir faire l'Europe, nous y sommes engagés résolument

Mais l'indépendance nationale n'est qu'un leurre si, dans le domaine économique, la nation ne peut échapper à des pressions étrangères d'où qu'elles viennent

On rendra justice au gouvernement Guy MOLLET de ne pas avoir cédé au chantage du pétrole et d'avoir dénoncé les plans de Nasser.

On lui rendra hommage d'avoir avec le même souci porté au maximum les recherches pétrolières au Sahara, comme l'exigeaient à la fois l'indépendance économique et militaire du pays et l'avenir de notre jeunesse.

EXPANSION ÉCONOMIQUE

Progrès Social - C'est le gouvernement de Guy MOLLET qui élargissant les décisions de Léon BLUM en 1936 en faveur des classes les plus deshéritées, a, malgré l'obstruction des uns et la démagogie des autres.

- créé le Fonds de Solidarité pour les Vieux,
- procédé à l'abattement des zones de salaires,
- allongé à trois semaines la période de congés payés,
- reclassé les travailleurs handicapés,
- créé les congés d'éducation populaire,
- porté à un mois le préavis de licenciement,
- défini la protection des travailleurs à domicile,
- mis sur pied la loi-cadre du Logement qui verra, dès cette année, la construction de 300.000 logements par an.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. PINAY veut la stabilité monétaire; nous aussi, mais nos moyens diffèrent.

Nous la voulons dans le plein emploi, c'est-à-dire dans le travail pour tous.

Nous la voulons dans la prospérité paysanne, c'est-à-dire l'écoulement à un prix rémunérateur de toutes les productions agricoles par l'organisation des marchés.

Mais nous ne la voulons pas par l'amnistie aux fraudeurs de l'or et du fisc qu'ont réalisés les différents emprunts PINAY.

Nous ne la voulons pas par la récession, c'est-à-dire le ralentissement de l'expansion économique, la création du chômage et l'impossibilité pour

la paysannerie d'écouler ses produits parce que la classe ouvrière manque de pouvoir d'achat.

C'est pourquoi nous sommes favorables à l'intervention des pouvoirs publics dans les domaines économiques. Pourquoi le cacherions-nous. D'ailleurs, même quand ils prétendent s'y opposer qui veulent et que nos adversaires politiques ? Ils vont eux-mêmes chercher la protection de l'Etat et son intervention tout en la condamnant sur les tribunes.

Paix dans le monde : Nous continuons à prétendre, devant les égoïsmes nationaux et l'impérialisme russe, qu'il n'y a pas d'autre solution que le désarmement collectif, général et contrôlé.

Cette situation nous impose d'examiner avec sang froid les problèmes de la bombe atomique, tels qu'ils se posent en réalité et non tels que les présente une propagande intéressée.

Pour nous, le problème de la bombe atomique n'est qu'un des problèmes du désarmement, dans ce domaine il nous semble vain de vouloir faire une différence entre les armes classiques et les armes nouvelles.

Toutes sont faites pour la mort et nous les condamnons toutes, l'obus de 75 et la baïonnette tout autant que la Bombe H.

Le monde augmente chaque année dans des proportions folles le nombre de ses habitants ; on ne pourra nourrir tous les nouveaux venus sur la planète que si toutes les nations se mettent d'accord pour exploiter en commun les richesses aujourd'hui encore inexploitées. C'était l'objet de la création des lois organiques sur le Sahara ; c'était, dans le même esprit, la loi-cadre de Gaston Deferre à l'égard de la communauté africaine. Nous nous félicitons aujourd'hui que la V[e] République ait repris sur tous ces points les positions définies par le Parti Socialiste.

ET L'ALGÉRIE - Personne ne doute plus aujourd'hui que sans l'action de Guy MOLLET en 1956, l'Algérie serait définitivement perdue, passée aux mains de rebelles incapables de lui donner le minimum des moyens économiques qu'exige sa subsistance, perdu le minimum de liberté politique que, par notre action, nous avons voulu lui maintenir.

Le triptyque que notre ami Guy MOLLET a défini dans sa déclaration ministérielle d'investitude en février 1956 ; "cessez-le feu, élections, négociations", c'est, après bien des incertitudes et des difficultés, le même que le Général de GAULLE reprend à son compte aujourd'hui.

Ayant eu raison hier, nous n'en sommes plus à l'aise pour dire aujourd'hui qu'il faut rapidement réaliser la paix en Algérie, non pas au prix de concessions contraires à l'honneur et à l'intérêt des populations musulmanes et européennes d'Algérie mais parce qu'il est conforme à la grande tradition libérale de la France que soient dégagées des élites musulmanes par une élection libre. C'est avec elles que nous définirons le statut de la personnalité algérienne, ainsi que le demandait déjà dans les mêmes termes Guy MOLLET et son gouvernement en février 1956.

Le 28 septembre, les Français ont voté pour une rénovation de nos mœurs politiques. Le maintien des partis sous leur forme ancienne, peut constituer pour beaucoup un sujet de préoccupation.

Tous les Français disent : " trop de partis, trop de querelles, trop de divisions ".

Ces maux sont réels. Mais il appartient aux électeurs comme aux partis d'y porter remède. Il ne tient qu'aux électeurs de décourager tous ceux qui pour satisfaire des ambitions personnelles ou pour nourrir des illusions, croient devoir diviser encore plus ce qui l'était déjà trop hier. Quant au Parti Socialiste il affirme lui sa volonté de ne jeter aucune exclusive contre personne, qu'à l'égard de ceux qui méprisent la démocratie en restant asservis à un gouvernement étranger, qu'à l'égard de ceux que leurs intérêts personnels, que leur égoïsme de classe conduisent à mettre en danger l'unité de la nation.

Pour contribuer à l'unification souhaitée, le Parti Socialiste a entrepris de se rénover, de moderniser les principes sur lesquels il a fondé son action depuis de si longues années. Il entend être le lien naturel où viendront se fondre tous les éléments de la gauche française. Déjà, le ralliement de militants hier importants au sein du parti communiste prouve notre volonté d'ouvrir nos rangs le plus complètement possible.

Devant la poussée démographique qui fera de la France un pays de 80 millions d'habitants, la gauche française doit rechercher des formules nouvelles qui incitent la jeunesse à venir défendre, à côté des aînés, l'idéal de liberté, de fraternité et d'égalité qui a toujours été le nôtre.

Au terme d'un mandat de deux ans exercé dans des conditions difficiles entre toutes, je crois pouvoir sans honte récapituler mes promesses de candidat.

Pour la défense de vos intérêts, privés ou collectifs, je pense n'avoir épargné aucun effort, aucune démarche et les témoignages de gratitude que je reçois tous les jours m'en ont remercié.

Quand j'aurai dit que mon ami Michel CORDEVIOLA, du Ministère de l'Agriculture, spécialiste écouté des problèmes économiques et sociaux et notamment des questions agricoles, que le Président Guy MOLLET a trouvé en lui pour toutes ces matières, un collaborateur apprécié, qu'il connait bien ce département où il réside depuis de longues années, me remplacera éventuellement.

Il me restera à vous dire un mot personnel.

J'ai eu la chance de sortir vivant de la lutte entreprise contre l'ennemi entre **1939** et **1944**. J'ai rejoint de GAULLE et j'ai été fait par lui Compagnon de la Libération, c'est un titre rare qui a fait la fierté de mes 30 ans. J'ai été, je suis toujours le collaborateur le plus immédiat de Guy MOLLET, sa lucidité, son honneteté, son courage, la profondeur de ses convictions en ont fait pour moi un exemple, avant même qu'il soit devenu pour beaucoup de français le symbole même de la Patrie et du progrès. Son amitié est la fierté de mes 40 ans.

Ces deux hommes, de GAULLE et Guy MOLLET, aujourd'hui attelés à la même tâche, dans le même esprit, symbolise tout ce qui a fait ma raison de participer à la vie publique. Je ne souhaite qu'une chose - et votre vote me le permettra - les aider l'un et l'autre à redonner à la France son visage de grande nation, de nation libre, attachée à nos traditions républicaines et démocratiques respectueuse de la liberté de chacun et désireuse par le progrès de faire à notre jeunesse la large place qui doit être la sienne demain.

Je vous remercie de la confiance que vous me ferez.

VU : Le Candidat.

Jacques PIETTE

Député sortant
Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O.
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'Honneur

IMP. J.P. - Anc[t] VERNANT - PROVINS